LES CHIFFRES

230 000

On dénombre près de 230 000 déplacés internes à cause de la répression et des combats depuis le 1er février. Ces populations font face à des conditions de vie très difficiles, avec un accès restreint ou inexistant à l'aide humanitaire.

24

Justice For Myanmar & BankTrack révèlent que des banques internationales, parmi lesquelles BNP Paribas, ont investi pour un total de 24 milliards de dollars américains dans plusieurs entreprises liées à l'armée birmane.

INVESTORS

40 000

Lors de sa visite en Russie, Min Aung Hlaing, le chef de la junte, s'est affiché avec une montre suisse d'une valeur de 40 000 dollars US... et une énorme bague de jade.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

La rhétorique inflammable de la junte

L'ONG **Burma Human Rights Network (BHRN)** observe que les musulmans sont davantage pris pour cible depuis le début du mois de juin sur les réseaux sociaux et que ces attaques en ligne se traduisent malheureusement par des attaques réelles. BHRN souligne que des édifices religieux musulmans et chrétiens ont été visés récemment. Ce phénomène inquiète, car la junte est tristement associée à la persécution et à l'instrumentalisation des minorités religieuses à des fins politiques. Cherche-t-elle à activer la carte éprouvée de son rôle de garant d'une nation bamar et bouddhiste ? Dans un article paru le 28 juin, **Frontier Myanmar** alerte en particulier sur la propagande développée par la junte au moment où elle fait face à une contestation interne de plus en plus forte. Alors qu'elle ne contrôle pas le territoire de l'Etat birman et voit les actes de guérilla urbaine se multiplier, la junte assimile la résistance pro-démocratie à des groupes terroristes islamistes. Des comptes pro-junte sur les réseaux sociaux, et désormais des médias d'Etat, répandent de fausses informations selon lesquelles des musulmans seraient à la manœuvre derrière des attaques contre la junte, celle-ci cherchant à faire croire à un lien entre les groupes pro-démocratie et des groupes terroristes. « *Le peuple dira qui est terroriste* » a réagi le Ministre de la défense du gouvernement d'unité nationale (NUG), U Yee Mon.

Le courage du peuple birman

Le courage des Birmans est remarquable et force l'admiration. Au péril de leur intégrité physique et de leur vie, des manifestations ont eu lieu à travers le pays tout au long du mois de juin, le cinquième post-putsch.

Qu'il s'agisse de : dénoncer la prise illégale du pouvoir par l'armée, condamner la répression et à l'arbitraire, s'opposer à la rentrée des classes dans un système éducatif « esclavagiste », appeler à la révolution, revendiquer leurs droits civiques et politiques, exhorter la communauté internationale à agir, témoigner de leur solidarité avec les militants politiques, ou réclamer la libération des détenus... les Birmans, dans toute leur diversité, expriment leur profond rejet et mépris de la junte. A titre d'exemple, la Mandalay Sangha Union Strike, une association de moines bouddhistes dissidents basée à Mandalay, continue de protester quotidiennement contre le coup d'Etat. Les manifestations sont vouées à se poursuivre en juillet. En effet, lors de la seule journée du 30 juin, il y en a eu à Dawei et Kanbauk (région de Tanintharyi), à Hpakan et Mogaung (état Kachin), à Taze, Kalay, Monywa et Yinmabin (Sagaing), à Mandalay et Myaing (Mandalay), ainsi que dans divers quartiers de Rangoun.

Les zones de conflits armés se multiplient

Le 9 juin a marqué le 10ème anniversaire de la reprise des combats entre la Kachin Independence Army (KIA) et la Tatmadaw. Des affrontements quasi quotidiens ont éclaté tout au long du mois entre la KIA et les troupes de l'armée birmane dans les états Shan et Kachin. L'état Shan, qui concentre à lui seul environ dix organisations ethniques armées (OEA) sur la vingtaine que compte le pays, a été le théâtre d'une kyrielle de batailles junte/OEA, mais aussi entre OEA. L'état Shan a aussi vu les combats dans l'état Kayah s'étendre sur son territoire, des combats qui opposent la Tatmadaw à une coalition d'OEA et de bataillons civils de la Karenni Nationalities Defence Force (KNDF). Si les conflits dans l'état Karen ont été moins intenses ce mois-ci, cela pourrait être lié à une certaine division au sein des sphères de décision de la Karen National Libération Army (KNLA). Dans l'état Chin, de violents conflits ont impliqué des forces issues de la résistance civile, principalement autour de la ville de Mindat. Fait marquant de ce mois, les formations civiles armées se réclamant de la People's Defence Force (PDF) se sont multipliées. Avec une série d'attaques et d'embuscades, ces PDF opposent une résistance asymétrique mais déterminée à la junte. Quatre PDF d'envergure (Mandalay, Sagaing, Kyaukse et Magway) se sont alliées le 24 juin pour unir leurs forces.

Kinma : un village réduit en cendres par la junte dans le centre du pays

Situé dans la région de Magway, le village de Kinma, composé d'environ 240 habitations, a été réduit en cendres par la junte le 16 juin.

Les forces de sécurité ont mis le feu après s'être opposées à des forces locales qui tentaient de leur résister. Selon les sources locales, deux personnes âgées ont été brûlées vives et environ 800 villageois ont pris la fuite. De sinistre mémoire, cette méthode de la terre brûlée était jusqu'à présent réservée aux minorités ethniques persécutées. Comme par le passé, la junte a accusé les habitants d'avoir mis le feu à leurs maisons, comme elle l'a fait au sujet des villages Rohingya incendiés en 2017 dans le cadre des opérations de « nettoyage ethnique » menées par l'armée. Les méthodes et la propagande de l'armée ne changent pas et cet événement inquiète ceux qui craignent d'y voir un nouveau tournant dans la répression. L'impunité dont l'armée n'a eu de cesse de bénéficier au cours des dernières décennies permet à ses crimes de se perpétuer jusqu'à présent.

La Birmanie à l'agenda des élus français / A quand des sanctions contre la MOGE ?

Deux projets de résolution sur la Birmanie sont actuellement à l'étude, l'un devant **l'Assemblée nationale**, l'autre devant **le Sénat**. Période estivale oblige, l'examen du texte à l'assemblée nationale en juillet requiert l'adoption d'un décret présidentiel ! La **Communauté Birmane de France**, très active sur la question de la reconnaissance par la France du gouvernement d'unité nationale (NUG), en appelle à la mobilisation de tous pour que ce décret soit adopté rapidement : l'urgence de la situation en Birmanie n'est pas compatible avec un report en septembre. Le 23 juin, la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a organisé une **table-ronde** avec des représentants du NUG, qui demandent à Total et à la France d'agir. L'Ambassadeur de France, qui a d'abord omis de répondre à la question posée sur Total, s'est fait le fervent défenseur des arguments du groupe... avant d'éluder la question des sanctions contre la Myanmar Oil and Gas Entreprise (MOGE). Pour l'expert australien Chris Sidoti, celles-ci seront bientôt à l'agenda. Dans le prolongement partiel des sanctions américaines, l'Union européenne (UE) vient de placer sous sanctions les entreprises d'Etat dans les secteurs du bois et des pierres précieuses. Alors qu'une initiative bipartisane aux Etats-Unis promeut des sanctions contre la MOGE, il n'est pas exclu que le secteur gazier soit prochainement visé. En attendant, espérons que la France entende les parlementaires qui l'ont interpellée à ce sujet dans une **tribune** parue dans Le Monde.

Les pays frontaliers réfractaires à l'accueil des nouveaux réfugiés birmans

Combien des 230 000 déplacés internes depuis le 1er février chercheront à se réfugier dans les pays limitrophes? Des cinq Etats voisins que compte la Birmanie, seule la Chine est partie à la Convention de Genève de 1951 relative au statut de réfugié. Lorsqu'on connaît le passif de Pékin en la matière, l'optimisme n'est pas de mise. Les territoires proches de la frontière lao sont contrôlés par la junte, lorsque ce n'est pas par la puissante United Wa State Army (UWSA), conciliante avec les militaires birmans. Du côté du Bangladesh, la crise des réfugiés Rohingya a mis au jour une politique de plus en plus inhospitalière. Les trois quarts des déplacés actuels (180 000) se trouvent dans les états Kayah et Kayin, frontaliers avec la Thaïlande. Mais Bangkok n'a pas l'intention de faire preuve de plus de compassion qu'à l'égard des milliers de réfugiés qui ont traversé la frontière en mars et avril. Seule une poignée d'entre eux (1700) ont été reçus. Pour le reste, l'armée thaïlandaise surveille de près ses frontières et somme les réfugiés de retourner en Birmanie. Quant à l'Inde, les parties nord-orientales du pays accueillent, en dépit des réticences de New Delhi, la plupart des 10 000 réfugiés birmans ayant fui l'état Chin, où vivent des minorités ethniques cousines...

CAMPAGNE DE DONS 2021

1996-2021

Info Birmanie, c'est 25 ans de mobilisation
sur la situation des droits humains
et de relai des luttes pro-démocratie en Birmanie

Info Birmanie commémore ses 25 ans cette année, avec une actualité tragique qui nous replonge dans le passé de la lutte contre la dictature tout en augurant de dynamiques nouvelles. Depuis le coup d'Etat militaire du 1er février, la population birmane est mobilisée avec une détermination et un courage inégalés pour faire tomber la junte.

Faire un don à Info Birmanie :

- * c'est appuyer notre plaidoyer ciblant les entreprises françaises en lien avec l'armée birmane
- * c'est soutenir notre action de relai des voix de la société civile birmane visant à restaurer la démocratie

25 % de votre don sera alloué à UK Burma Campaign, une organisation basée à Londres qui fournit de l'aide directe aux populations déplacées et aux activistes en danger depuis le coup d'Etat.

***** POUR SOUTENIR LES ACTIONS D'INFO BIRMANIE, [CLIQUEZ ICI](#) ! *****

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Fondée en 1996 par des Français soucieux de se mobiliser autour de la situation en Birmanie, l'association s'est d'abord concentrée sur le soutien à Aung San Suu Kyi, et la dénonciation de la présence de Total dans le pays, mise en cause pour des violations des droits humains sur le chantier du gazoduc de Yadana. Info Birmanie s'est placée au carrefour des actions des autres associations en France et a fédéré la mobilisation en faveur de la démocratie, tout en devenant l'interlocuteur des autorités françaises. Ses activités se sont réalisées avec le soutien et l'expertise de ses homologues européens et des organisations d'opposition en exil.

A partir de 2010, le semblant d'ouverture initié par la junte, puis l'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi en 2016, a fait espérer le début d'une transition démocratique. Info Birmanie a recentré ses activités autour du soutien à la société civile naissante, en se faisant son relai auprès des autorités françaises, tout en pointant la persistance du poids de l'armée. La période 2016-2020 a été particulièrement marquée par la crise Rohingya, allant jusqu'à la mise en cause de l'Etat birman pour génocide. La persistance du pouvoir politique et économique de l'armée birmane - qui commet des violations massives des droits humains dans l'état d'Arakan mais aussi dans les états Shan et Kachin - a plombé le processus de transition démocratique amorcé. Dans le même temps, la politique menée par la LND s'est traduite par une restriction des libertés publiques, en particulier de la liberté d'expression, et un rétrécissement continu de « l'espace démocratique ».

En lien avec la société civile birmane engagée dans la défense des Rohingya et dans la lutte contre l'impunité - aussi courageuse qu'isolée - Info Birmanie a mené des actions d'information et de plaidoyer sur la situation des Rohingya, tout en conservant une approche transversale et globale : Info Birmanie a aussi relayé la situation des autres minorités persécutées et partagé les préoccupations de la société civile birmane portant sur la dégradation de la situation des droits humains et le rétrécissement de l'espace démocratique depuis 2016. La priorité d'Info Birmanie a été de construire un plaidoyer fort et constant, accompagné de la publication de rapports et d'analyses thématiques.

Le coup d'Etat mené par l'armée le 1er février 2021 replonge brutalement la Birmanie dans la dictature : interpellations massives, meurtres de manifestants, torture et mauvais traitements, lois liberticides, suppression de toute liberté publique, notamment de la liberté d'informer et de la liberté d'expression, extension des conflits actifs et nouvelle crise des réfugiés... Depuis le 1er février, les combats et les violences ont entraîné la fuite de leur domicile de plus de 200 000 birmans à l'intérieur du pays et des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés aux frontières.

Face à cette situation dramatique, une mobilisation continue et coordonnée est nécessaire, à l'image du courage du peuple birman, prêt à tout sacrifier pour la démocratie. Info Birmanie se mobilise avec ses partenaires pour mener des actions de plaidoyer ciblées et s'inscrit dans plusieurs réseaux de coordination au niveau national, européen et international. Depuis 2020, Info Birmanie mène un travail de plaidoyer spécifique sur le thème des intérêts économiques de l'armée. Ce travail s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale d'activistes birmans « Justice For Myanmar » lancée en mai 2020, qui cible les intérêts économiques de l'armée.

Il s'agit d'assurer la mise en oeuvre d'une des recommandations des experts de l'ONU qui demande à toute entreprise nationale ou internationale de mettre un terme à ses relations d'affaires avec des entreprises détenues ou contrôlées par l'armée birmane, car a minima cela alimente sa capacité financière, au pire cela revient à se rendre complice de ses crimes...

Info Birmanie est partie prenante de cette campagne et fait de son relai en France un axe fort de son action : relai de la campagne sur les réseaux sociaux et à travers des articles, interpellations d'entreprises françaises, sensibilisation des autorités et des élus à cet enjeu. Avec Sherpa et RSF, Info Birmanie a interpellé l'entreprise Voltalia pour ses liens avec Mytel, l'opérateur de télécommunications lié à l'armée. Après près d'un an d'interpellation, l'entreprise a annoncé en mars 2021 sa décision de se retirer de Birmanie.

Le coup d'Etat du 1er février ne fait que souligner l'importance de cet axe de plaidoyer : les intérêts économiques de l'armée sont un puissant levier et les birmans appellent notamment au boycott des produits des entreprises militaires. Le secteur gazier et pétrolier redevient emblématique en raison de l'apport en devises qu'il représente pour la junte. Depuis le coup d'Etat, Info Birmanie se mobilise sur l'interpellation de Total, en lien avec ses partenaires en France et à l'étranger, tout en continuant son action en lien avec Justice For Myanmar.

Info Birmanie s'inscrit aussi dans des initiatives visant à restaurer la démocratie en Birmanie, solidaire du mouvement de désobéissance civile et de la mobilisation sans précédent du peuple birman contre la junte.

Depuis le coup d'Etat du 1er février, Info Birmanie a réalisé plus de 40 interviews dans la presse et mis en relation des médias avec des activistes birmans. Info Birmanie se mobilise pour interpellier Total sur son financement de la junte - à travers des campagnes inter-associatives, des manifestations, la publication d'informations dans la presse et sur les réseaux sociaux, des contacts avec des élus et des acteurs économiques ...

***** POUR SOUTENIR LES ACTIONS D'INFO BIRMANIE, [CLIQUEZ ICI](#) ! *****